Loi sur le marché du travail (LMT)

Modification du 19.11.2015

Acte(s) législatif(s) de la présente publication :

Nouveau : –

Modifié(s) : 122.20 | 432.210 | 433.12 | 435.11 | **836.11** | 860.1

Abrogé(s) : –

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.

L'acte législatif [836.11](#) intitulé Loi sur le marché du travail du 23.06.2003 (LMT) (état au 01.01.2010) est modifié comme suit:

Art. 1 al. 1 (mod.)

¹ La présente loi règle l'exécution de la législation fédérale relative

b Abrogé(e).

c Abrogé(e).

d **(mod.)** au service de l'emploi,

Art. 4 al. 1

¹ La CCMT peut, aux fins de remplir ses tâches de manière efficace et en temps utile,

a Abrogé(e).

d **(mod.)** charger le service compétent de la Direction de l'économie publique de procéder aux éclaircissements nécessaires et à la préparation des décisions.

Titre après Art. 5

2.3 (abrog.)

Art. 6

Abrogé(e).

Titre après Art. 6

2.4 (abrog.)

Art. 7

Abrogé(e).

Titre après Art. 7

2.5 (abrog.)

Art. 8

Abrogé(e).

Art. 12 al. 1 (mod.), al. 2 (abrog.)

¹ Le service compétent de la Direction de l'économie publique observe le marché du travail et peut participer à des instances intercantionales d'observation du marché du travail.

² *Abrogé(e).*

Titre après Titre 3 (mod.)

3.1 Service de l'emploi

Art. 13 al. 1 (mod.), al. 2 (mod.)

Collaboration (Titre mod.)

¹ Le Service de l'emploi encourage la collaboration avec les caisses de chômage et les associations d'employeurs et de travailleurs.

² Il encourage et dirige la collaboration interinstitutionnelle (CII) entre les institutions de sécurité sociale, de formation, d'insertion professionnelle ainsi qu'entre les autorités en charge du domaine des migrations conformément à la législation sur l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité.

a Abrogé(e).

b Abrogé(e).

c Abrogé(e).

Art. 14 al. 1 (mod.), al. 2 (mod.)

Traitement et communication de données (Titre mod.)

¹ Les institutions suivantes sont habilitées à traiter et à se communiquer les données personnelles, y compris les données personnelles particulièrement dignes de protection, dont elles ont besoin pour définir au cas par cas les mesures de réinsertion adaptées ou le droit aux prestations:

- a **(nouv.)** les services habilités à verser l'aide sociale matérielle au sens de la législation sur l'aide sociale,
- b **(nouv.)** les prestataires d'offres visant l'occupation, le placement et la réinsertion professionnelle au sens de la législation sur l'aide sociale,
- c **(nouv.)** le Service de l'emploi et les caisses de chômage en vertu de la législation sur l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité,
- d **(nouv.)** les autorités scolaires au sens des législations sur l'école obligatoire et sur les écoles moyennes ainsi que de la législation sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle,
- e **(nouv.)** les services d'orientation professionnelle et personnelle au sens de la législation sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle,
- f **(nouv.)** les services compétents conformément à la législation sur les étrangers et l'asile,
- g **(nouv.)** les services de l'AI en vertu de la législation sur l'assurance-invalidité,
- h **(nouv.)** les assureurs au sens de la loi sur l'assurance-accidents.

² Une plateforme électronique d'appel permet, en vue du traitement et de la communication des données au sens de l'alinéa 1, de consulter des données dans le cadre de leur échange et de la coordination.

Art. 15 al. 1 (mod.)

Licenciements et fermetures d'entreprise (Titre mod.)

¹ Les déclarations des employeurs concernant les licenciements ainsi que les déclarations concernant les fermetures d'entreprises prescrites par le droit fédéral doivent être remises au service compétent de la Direction de l'économie publique. Celui-ci informe la CCMT.

Titre après Art. 15

3.2 (abrog.)

Art. 16

Abrogé(e).

Art. 17

Abrogé(e).

Titre après Art. 19**4.2 (abrog.)****Art. 20**

Abrogé(e).

Art. 21

Abrogé(e).

Art. 26

Abrogé(e).

Art. 27 al. 1 (mod.)

¹ Le canton prend en charge les frais liés à l'exécution de la présente loi après déduction des subventions fédérales.

Art. 30 al. 4 (mod.)

⁴ Les compétences en matière d'autorisation de dépenses du peuple et du Grand Conseil pour les paiements effectués par le canton en vertu de la présente loi sont déléguées au Conseil-exécutif.

Art. 31 al. 2

² Il règle en particulier

- b (mod.) le traitement et la communication des données dans le cadre de la CII,
- c (mod.) l'indemnisation de la CCMT.

Art. 35 al. 1 (mod.)

¹ Les décisions du service compétent de la Direction de l'économie publique et de tiers au sens de l'article 34, alinéa 1, rendues en application de la LACI, peuvent, dans les 30 jours à compter de leur notification, faire l'objet d'une opposition auprès de l'autorité qui a rendu la décision.

II.

1.

L'acte législatif [122.20](#) intitulé Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers du 20.01.2009 (LiLFAE) (état au 01.11.2013) est modifié comme suit:

Art. 2

Compétences (Titre mod.)

Art. 2a (nouv.)

Collaboration interinstitutionnelle

¹ Les services compétents en vertu de la présente loi collaborent avec d'autres institutions afin de favoriser l'intégration des personnes et leur indépendance financière. Les institutions susmentionnées comprennent notamment les organes de l'assurance-chômage, de l'assurance-invalidité et de l'orientation professionnelle et personnelle.

² Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

2.

L'acte législatif [432.210](#) intitulé Loi sur l'école obligatoire du 19.03.1992 (LEO) (état au 01.08.2013) est modifié comme suit:

Art. 73 al. 1 (mod.), al. 2 (mod.), al. 3 (mod.), al. 4 (mod.), al. 5 (nouv.)

¹ Le traitement et la communication des données personnelles d'élèves sont régis par la législation sur la protection des données.

² De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent se communiquer au cas par cas les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, qui sont impérativement nécessaires pour l'accomplissement des différentes tâches légales. Les obligations particulières de garder le secret sont réservées.

³ De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent communiquer les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, aux autorités des écoles dont sont issus les élèves ou de celles qui les accueillent, si la communication des données contribue à l'assurance-qualité des décisions d'orientation.

⁴ Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

⁵ Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance le traitement des données personnelles qui ne sont pas particulièrement dignes de protection.

3.

L'acte législatif [433.12](#) intitulé Loi sur les écoles moyennes du 27.03.2007 (LEM) (état au 01.08.2015) est modifié comme suit:

Art. 67 al. 1 (mod.), al. 2 (mod.), al. 3 (nouv.), al. 4 (nouv.), al. 5 (nouv.)

¹ Le traitement et la communication des données personnelles d'élèves sont régis par la législation sur la protection des données.

² De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent se communiquer au cas par cas les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, qui sont impérativement nécessaires pour l'accomplissement des différentes tâches légales. Les obligations particulières de garder le secret sont réservées.

³ De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent communiquer les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, aux autorités des écoles dont sont issus les élèves, si la communication des données contribue à l'assurance-qualité des décisions d'orientation.

⁴ Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

⁵ Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance le traitement des données personnelles qui ne sont pas particulièrement dignes de protection.

4.

L'acte législatif [435.11](#) intitulé Loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle du 14.06.2005 (LFOP) (état au 01.01.2015) est modifié comme suit:

Titre après Art. 54 (mod.)**6 Voies de droit et protection des données****Art. 57a (nouv.)***Protection des données*

¹ Le traitement et la communication des données personnelles de personnes en formation est régi par la législation sur la protection des données.

² De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent se communiquer au cas par cas les données de personnes en formation, y compris les données particulièrement dignes de protection, qui sont impérativement nécessaires pour l'accomplissement des différentes tâches légales. Les obligations particulières de garder le secret sont réservées.

³ De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent communiquer les données de personnes en formation, y compris les données particulièrement dignes de protection, aux autorités des écoles dont sont issues les personnes en formation, si ces informations contribuent à l'assurance-qualité des décisions d'orientation.

⁴ Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

Art. 59 al. 2

² Il règle par voie d'ordonnance notamment

m (mod.) le financement, les contributions et les émoluments,

n (nouv.) la protection des données.

5.

L'acte législatif [860.1](#) intitulé Loi sur l'aide sociale du 11.06.2001 (LASoc) (état au 01.01.2016) est modifié comme suit:

Art. 19b al. 3 (mod.)

³ Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

III.

Aucune abrogation d'autres actes.

IV.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 19 novembre 2015

Au nom du Grand Conseil,
le président: Jost
le secrétaire général: Trees

Extrait du procès-verbal du Conseil-exécutif du 27 avril 2016

Le Conseil-exécutif constate que durant le délai référendaire il n'a pas été fait usage du droit de demander le vote populaire contre la loi sur le marché du travail (LMT) (Modification).

La loi doit être insérée dans le Recueil officiel des lois bernoises.

Certifié exact

Le chancelier: Auer

ACE n° 1173 du 26 octobre 2016:

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017